



KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Attestation émise dans le cadre de
l'examen de la conformité des comptes
réglementaires de La Poste au titre de
l'exercice 2014 prévu au 6° de l'article
L. 5-2 du code des postes et des
communications électroniques

Exercice clos le 31 décembre 2014
Ce rapport contient 11 pages
Référence : SM-152-058

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directeur et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

**ARCEP
LA POSTE**

Attestation émise dans le cadre de l'examen de la conformité des comptes réglementaires de La Poste au titre de l'exercice 2014 prévu au 6° de l'article L. 5-2 du code des postes et des communications électroniques

Exercice clos le 31 décembre 2014

A l'attention du Président,

En réponse à votre demande et en application de l'article L. 5-2, 6° du code des postes et des communications électroniques, relatif aux règles de comptabilisation des coûts, aux spécifications des systèmes de comptabilisation et au contrôle de la comptabilité réglementaire ainsi que des décisions de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) suivantes :

- Décision n°2008-0165 de l'ARCEP, en date du 12 février 2008, relative aux règles de comptabilisation ;
- Décision n°2010-0363 de l'ARCEP, en date du 8 avril 2010, relative aux règles de comptabilisation ;
- Décision n°2012-0207 de l'ARCEP, en date du 14 février 2012, relative aux restitutions comptables réglementaires de La Poste ;
- Décision n°2013-0128 de l'ARCEP, en date du 29 janvier 2013, relative aux règles de comptabilisation et aux restitutions comptables ;
- Décision n°2014-0074 de l'ARCEP, en date du 21 janvier 2014, agréant le cabinet KPMG comme organisme indépendant chargé de vérifier la conformité des comptes du prestataire pour les exercices 2013 à 2015 aux règles qu'elle a établies ;
- Décision n°2014-0294 de l'ARCEP, en date du 11 mars 2014, relative aux règles de comptabilisation de La Poste en application de l'article L. 5-2, 6° du code des postes et des communications électroniques ;

nous avons établi la présente attestation, émise dans le cadre de l'examen de la conformité des comptes réglementaires et notamment des restitutions réglementaires (ci-après les « informations »), telles que définies par les décisions n°2012-0207 et n°2013-0128 de l'ARCEP, et présentées dans les documents ci-joints :

KPMG S.A.
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance,
inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30090101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 726 417

- R1 : Décomposition de la formation du résultat du service universel par secteurs réglementaires ;
- R2 : Décomposition des coûts par nature et construction des périmètres de coûts ;
- R3 : Décomposition des coûts et revenus des différentes prestations postales, hors la décomposition fixe/variable des coûts par nature des travaux extérieurs ;
- R5 : Décomposition des coûts du guichet ;
- R6 : Passage entre périmètres des comptes réglementaires et périmètre de l'encadrement tarifaire ;
- R7 : Passage du périmètre de chiffre d'affaires « reconstruit » au périmètre de chiffre d'affaires « comptable ».

Ces informations ont été établies par la Direction de la Régulation et des Affaires Institutionnelles et Européennes (DRAIE) de La Poste à partir de la comptabilité analytique issue des comptes annuels de La Poste pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Les méthodes et les principales hypothèses utilisées pour établir ces informations sont décrites dans le document intitulé « Le système de comptabilité réglementaire de La Poste ».

Il nous appartient de nous prononcer sur la concordance de ces informations avec la comptabilité générale et analytique de La Poste et sur la conformité de ces informations avec les principes et règles édictés dans le document intitulé « Le système de comptabilité réglementaire de La Poste ».

Il ne nous appartient pas en revanche de remettre en cause les règles définies dans le document intitulé « Le système de comptabilité réglementaire de La Poste ».

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de La Poste pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination des informations. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Notre intervention sur l'examen de la conformité des comptes réglementaires, qui ne constitue ni un audit ni un examen limité, a été effectuée selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nos travaux s'appuient sur les travaux préparatoires sur les comptes réglementaires 2014 réalisés par le collège des commissaires aux comptes de La Poste pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 et qui ont conclu dans leur attestation du 10 juin 2015 que « sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations figurant dans le document joint objet de l'attestation avec les données internes à la

société en lien avec la comptabilité et sur la conformité, dans tous ses aspects significatifs, des méthodes d'affectation retenues par rapports à celles décrites dans « Le système de comptabilité réglementaire de La Poste ». Nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance du document intitulé « Le système de comptabilité réglementaire de La Poste », établi par la Poste et précisant les principes et les méthodes appliqués pour l'établissement des comptes réglementaires, mis à jour en avril 2015 ;
- vérifier la complétude des données comptables au titre de l'exercice 2014 ;
- vérifier la conformité des règles appliquées par La Poste pour l'établissement des restitutions réglementaires avec les principes et méthodes décrits dans le document intitulé « Le système de comptabilité réglementaire de La Poste » ;
- contrôler, par sondages, la permanence et la justification des méthodes, données et paramètres utilisés pour l'obtention des données chiffrées figurant dans les restitutions réglementaires R1 à R3 et R5 à R7 ;
- vérifier l'exactitude arithmétique des calculs.

Nous vous informons qu'il n'entraîne pas dans notre mission :

- d'examiner la conformité des principes et méthodes énoncés dans le document intitulé « Le système de comptabilité réglementaire de La Poste » avec les dispositions de la Loi n°2005-516 du 20 mai 2005 sur la régulation des activités postales, ni de porter une opinion sur le montant des produits et des coûts résultant de l'application de ces principes et méthodes ;
- d'examiner la validité des modèles statistiques utilisés pour la détermination des restitutions réglementaires ;
- d'analyser la restitution réglementaire R4, conformément à la décision n°2012-0207 de l'ARCEP en date du 14 février 2012 ;
- de réaliser un audit des systèmes d'information utilisés dans le cadre de la réalisation des comptes réglementaires ;
- de vérifier la réalité des données de gestion utilisées pour l'établissement des comptes réglementaires qui ne sont pas issues des comptes annuels de La Poste et en particulier les données de trafic.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la concordance de ces informations avec la comptabilité générale et analytique de La Poste ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels clos le 31 décembre 2014 ;
- la conformité de ces informations avec les principes et règles édictés dans le document intitulé « Le système de comptabilité réglementaire de La Poste ».

Sans remettre en cause les conclusions exprimées ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que :

- la constitution des différents fichiers de restitutions et les différentes étapes d'élaboration des informations reposent sur l'utilisation d'outils de bureautique qui ne constituent pas un environnement informatique complètement sécurisé. D'importants contrôles sont néanmoins réalisés pour fiabiliser les informations ;
- en complément des principaux inducteurs décrits dans le document intitulé « Le système de comptabilité réglementaire de La Poste », quelques paramètres utilisés dans l'allocation des coûts pourraient être mis à jour et précisés au sein de ce même document.

Cette attestation est établie à l'attention de l'ARCEP et de La Poste dans le contexte décrit ci-avant.

Paris La Défense, le 22 juin 2015

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Laurent Choain
Associé



Stéphanie Millet
Associée

**Les 6 pages suivantes, contenant des
éléments relevant du secret des affaires, ont
été supprimées.**